

OUVERTURE À L'INTERNATIONAL ET À LA SOLIDARITÉ

Un impératif

*par Annie Najim et Elisabeth Hofmann **

Au Nord comme au Sud, le développement durable (DD), défi majeur pour l'humanité, se construit à travers des démarches multiples et repose sur une pluralité d'acteurs dont l'éducation et la formation constituent le levier incontournable. Chaque pays, chaque territoire, en fonction de sa propre histoire, mobilise ses ressources (sociales, techniques, culturelles...) pour apporter des réponses à ce défi.

L'évolution globale des sociétés, notamment sous l'effet du libéralisme économique et de la mondialisation, l'augmentation de la pauvreté, la récupération du terme « développement durable » lui-même à de simples fins d'image, rendent partout urgente la mise en place de formations à la fois conceptuelles et appliquées au service d'un développement qui soit plus qu'une performance économique à court terme et prenne réellement en compte le développement humain dans ses dimensions multiples.

Des métiers à construire

Ces formations reposent sur l'identification des métiers du développement et soulèvent des enjeux importants aussi bien dans les sociétés « développées » que dans les sociétés émergentes. Les travaux menés jusqu'à ce jour dans le cadre du réseau de partenaires de la « Chaire UNESCO sur la formation de professionnels du DD » ont permis de mettre en évidence le fait que ces métiers sont appelés à appréhender un espace international, selon une approche globale des problèmes, même s'ils s'exercent sur un territoire *a priori* délimité, avec une démarche résolument locale.

Le débat sur les biens publics globaux (1), suscité par une opinion publique mondiale relayée par un certain nombre d'ONG, d'associations et de mouvements « alter-mondialistes » pose, à partir de principes de droit, d'éthique et de solidarité, la question d'un patrimoine commun et universel qui devrait échapper à l'appropriation privée ou publique génératrice d'exclusions pour dépendre seulement des choix collectifs des citoyens. Ceux-ci doivent par conséquent être capables d'exprimer des points de vue collectifs sur des questions complexes dépassant leurs préoccupations immédiates et uniquement locales.

Pour renforcer les sociétés civiles, des organisations du Nord développent avec celles du Sud des partenariats visant à aider

** Responsables, pédagogique et professionnelle, de la licence professionnelle « Accompagnement et coordination de projets de solidarité internationale et de développement durable », créée comme émanation de la Chaire Unesco correspondante, et domiciliée à l'Université Bordeaux 3.*

(1) Voir à ce propos l'article de **L. Tubiana** et **J.-M. Severino** « Biens publics globaux, gouvernance mondiale et aide publique au développement » in *Gouvernance Mondiale*, La Documentation française, Paris, 2002.



leur expression et à accroître leur autonomie. De plus en plus souvent les différents programmes d'aide vont désormais dans un sens similaire : au moins dans les textes, ils portent, entre autres, sur une fonction « d'appui institutionnel et d'aide à l'organisation du changement social ». En effet, la mobilisation des compétences locales constitue la garantie d'une implication et d'une responsabilisation des partenaires au service de réformes et d'actions de développement susceptibles de s'inscrire dans la durée. Ces compétences locales doivent être accompagnées durant tout le cycle du projet de développement, au cours d'interventions structurantes et d'actions participatives s'appuyant sur un diagnostic préalable de situations, la mobilisation d'acteurs diversifiés, la responsabilisation des partenaires et l'évaluation des actions (2).

Les êtres humains doivent ainsi être préparés aux échanges internationaux et interculturels auxquels l'interdépendance croissante, générée par la conjugaison de la globalisation et de la révolution technologique, les a condamnés à participer et à la résolution des problèmes globaux nécessitant une concertation à l'échelle internationale : environnement, santé, migrations, criminalité financière, terrorisme, drogues, mafias... Une compréhension et une approche multiculturelle, permettant l'adhésion à certaines règles communes de fonctionnement auxquelles souscrit la communauté internationale, seront susceptibles de forger cette conscience civile transnationale qui pourrait être le garant des équilibres du monde de demain.

Ces évolutions générales s'accompagnent d'une mobilité plus grande des différents acteurs et imposent aux systèmes éducatifs des changements qui sont fortement encouragés par divers organismes internationaux : à côté de la réorganisation de l'éducation de base, sont proposés des aménagements pour que les travailleurs, qui évoluent dans un environnement sans cesse changeant sous l'effet des mutations techniques, soient en mesure de faire face à des situations professionnelles instables par un apprentissage tout au long de la vie.

Dans un marché du travail devenu international, le référentiel de compétences, en définissant un tronc commun d'activités types – cœur du métier – apparaît comme un outil nouveau pouvant accompagner les processus de reconnaissance de nouveaux métiers (par exemple par la certification). Il s'inscrit dans une logique dynamique et évolutive de formation continue et de gestion des compétences et vise à décrire un ensemble de capacités (savoir, savoir-faire, savoir être) nécessaires pour mener à bien une activité professionnelle. Cette démarche peut trouver application au service du DD (3).

(2) Lire à ce propos le rapport du HCCI, Haut Conseil de la Coopération Internationale « Quelles ressources humaines pour quelle coopération? » édité en juin 2002, <http://www.hcci.gouv.fr>

(3) Une ébauche d'un référentiel d'emploi, d'activités et de compétences pour le métier de l'agent de développement et de solidarité internationale sera présentée dans le document de **E. Hofmann, A. Najim**, *Les métiers du développement – tentatives de circonscrire un profil professionnel. Etude comparative : Algérie, France, Maroc* (à paraître en 2003), MSHA / Karthala.

Des pôles de formation enracinés et interdépendants

L'Université paraît constituer le cadre institutionnel adéquat pour délivrer un diplôme reconnu et valider un cursus qui peut résulter d'expériences diverses s'exerçant dans un cadre international. Elle permet en effet de donner une vision d'ensemble, un recul pour analyser l'environnement et les relations entre les différents acteurs, à partir desquels le professionnel du développement sera en mesure de forger l'intelligence stratégique permettant de dynamiser des acteurs locaux au service du développement d'un territoire, à travers des processus complexes et parfois même chaotiques (4).

Dans le cadre des travaux de la Chaire UNESCO, il a pu être constaté qu'en matière de formation les différentes ONG du Sud ont souvent une expérience riche et diversifiée. En revanche, ces expériences sont très peu capitalisées, et elles se révèlent donc peu exploitables. Pourtant elles peuvent être très utiles; à la fois comme étude de cas dans une formation comme la licence professionnelle dispensée au Nord, ou également lors de la mise en place de formations de formateurs au Sud; la préparation d'une école d'été à Oran (Algérie), a révélé à quel point l'expérience d'autres pays de culture proche (par exemple d'autres pays maghrébins) était recherchée et utile. De même, la possibilité pour les étudiants du Nord en stage dans un pays étranger de contacter un enseignant universitaire du pays pour un suivi ponctuel pour leur mémoire professionnalisé constitue un enrichissement certain.

Certaines universités cherchent ainsi à développer une coopération internationale en collaboration avec d'autres acteurs institutionnels pour mettre en place des cursus de formation continue, soutenir les structures de formation professionnelle existantes, accueillir des stagiaires professionnels et faciliter les mobilités. Dans le cadre de telles actions de coopération, des réseaux de formation à l'ingénierie sociale, regroupant plusieurs composantes du monde éducatif (universités, organismes professionnels, institutions internationales, ONG, associations), offrent des ressources pédagogiques variées et proposent l'étude de mises en situation dans différents contextes culturels, diffusant ainsi de nouvelles approches des savoirs et des échanges interculturels.

Les formations requises pour acquérir des compétences au service du DD s'adressent à des acteurs sociaux qui auront à s'inscrire dans des dynamiques de développement à des échelles locales, régionales ou internationales. Elles doivent donc cibler à la fois des professionnels du DD, véritables « généralistes » de ce concept transversal, et des spécialistes d'autres domaines. Pour ces derniers, la sensibilisation aux différents aspects du DD et

(4) Ces professionnels se situent à l'interface entre différents partenaires, en France ou à l'étranger, et seront capables de fédérer des interventions en vue de favoriser le développement social intégré d'un territoire. Ce sont des intermédiaires entre le public concerné et les décideurs, partenaires locaux (élus, entre autres), nationaux ou internationaux (bailleurs de fonds en particulier). Des compétences de négociation et de médiation, ainsi que des capacités à construire des formes de travail en équipe et en réseau, en mobilisant des acteurs dans une démarche active, sont donc les caractéristiques principales de ce nouveau métier. Il s'agit en fait d'une nouvelle forme de travail social où les publics concernés ne sont plus seulement les bénéficiaires de l'aide ou de l'assistance, mais les promoteurs actifs des actions de développement.



l'assimilation de ce concept complexe deviennent un élément au moins aussi incontournable que la maîtrise de l'informatique, par exemple ; à la différence près qu'il ne s'agit pas d'un outil dont il faut savoir se servir, mais d'une référence éthique qui doit forger les mentalités professionnelles pour pouvoir se traduire en attitudes, démarches et actions concrètes. Une véritable application du concept de DD dans un secteur spécifique nécessite une prise de conscience des interrelations du domaine en question avec d'autres domaines plus au moins connexes, une démarche véritablement participative, intégrant l'ensemble des parties prenantes, et une prise en compte de certaines valeurs éthiques, comme la préservation des ressources pour les générations futures.

Afin de transmettre de telles compétences, un enracinement local des pôles de formation s'avère indispensable : l'implication active, au sein d'une formation, d'une multitude d'acteurs, intervenant sur un même territoire, avec des intérêts et attentes divers, crée une des conditions nécessaires pour un tel apprentissage actif. En même temps, l'ouverture sur l'international de ces formations est également inéluctable. Même si le slogan « penser global, agir local » souffre d'une certaine sur-utilisation, son essence même est tout à fait pertinente pour des formations au DD : ce n'est qu'en ayant une conscience des enjeux plus larges, des relations multi-facettes de type local-national, Nord-Sud, Est-Ouest, riches-pauvres, ici-ailleurs, etc., que l'action au niveau local peut avoir un sens et représenter une réponse aux questions posées par la mondialisation. Cette dynamique à caractère dialectique a donné naissance à un néologisme, la « glocalisation » (5), soulignant que tous les niveaux d'intervention, du local au global, sont aujourd'hui fortement liés et interdépendants.

Cette ouverture à l'international doit obligatoirement s'inscrire dans une démarche de solidarité et les formations au DD doivent intégrer cette dimension éthique. Des avancées vers les valeurs du DD ne peuvent être significatives si elles ne prennent pas en compte le niveau global et une vision de moyen et de long terme. Il apparaît alors comme une évidence que les formations au DD doivent être fondées sur la solidarité avec ses facettes multiples : la solidarité avec des populations défavorisées, la solidarité intergénérationnelle, la solidarité internationale.

Annie Najim et Elisabeth Hofmann

(5) On peut définir la globalisation comme des processus d'interactions sociales entre le local et le global et vice versa. Voir « *Globalization* : Roland Robertson », www.sociologyonline.co.uk/global_essays/GlobalRobertson.htm (site consulté le 31/05/2003).